PASQUALI Paul. *Passer les frontières sociales. Comment les « filières d'élite » entrouvrent leurs portes*

Paris : Fayard, 2014, 459 p.

Nazli Nozarian

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/4795>

DOI : 10.4000/rfp.4795

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2015

Pagination : 146-148

ISBN : 978-2-84788-772-3

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Nazli Nozarian, « PASQUALI Paul. *Passer les frontières sociales. Comment les « filières d'élite » entrouvrent leurs portes* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 191 | avril-mai-juin 2015, mis en ligne le 30 juin 2015, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/4795> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.4795>

qui devaient caractériser la Cinquième République. On le voit : l'intérêt de l'approche historique choisie ici est, outre la mise au jour de connaissances nouvelles sur la réorganisation des contenus scolaires, la mise en valeur du rôle d'acteurs parfois négligés dans d'autres approches plus centrées sur les dimensions structurales ; notons que cet aspect, central dans la plupart des contributions, est particulièrement souligné par le fait que deux chapitres sont consacrés à un corps professoral : les professeurs d'enseignement général de collège (chapitre VII) et les personnels de la Jeunesse et des Sports en EPS (chapitre X).

Dans un ouvrage centré sur une approche historique des contenus disciplinaires et sur le rôle des acteurs et des associations professionnelles dans leurs modifications, il est dommage que l'émergence des didactiques qui, précisément, ont accompagné les réformes et identifié les problèmes qui les fondaient, trouve si peu de place : si l'on peut lire, en conclusion du chapitre V, une allusion aux développements à venir de la didactique du français présentée comme « héritière des mouvements de rénovation et des équipes de recherche » de l'Institut national de recherche pédagogique (INRP), il n'est nulle part mention des acteurs qui se diront plus tard didacticiens et qui ont œuvré contre ou dans le sens des mouvements de rénovation : Hélène Romian est bien citée dans une note dans le même chapitre sur le français, mais aucune mention de Jean-Louis Martinand pour la technologie, de Guy Brousseau pour les mathématiques, ni d'aucun des didacticiens majeurs de l'époque, qui conduisaient pourtant des recherches et produisaient des articles durant la période concernée par l'ouvrage et qui ont parfois eu un rôle majeur dans la conduite même des réformes. Cette négligence du mouvement intellectuel qui a conduit à la constitution des didactiques n'est peut-être pas sans lien avec la faible importance donnée au processus de reconfiguration de la formation des enseignants : la naissance des MAFPEN (Missions académiques à la formation des personnels de l'Éducation nationale) n'est pas évoquée, ni la commission qui fut instituée sur la formation, ni le rapport d'André de Peretti qui en est issu, alors que les MAFPEN ont eu sans doute un rôle important, comme l'INRP pour le primaire dans le cadre de la Rénovation de l'enseignement du français, dans la constitution des didactiques comme disciplines autonomes.

Cette interrogation est de celles que suscite la lecture de l'ouvrage, qui donne évidemment envie de discuter à chaque page : c'est là le signe de sa qualité, de sa richesse et de son intérêt. Il faut ajouter, s'il était

encore besoin de donner envie de le lire, qu'il offre des qualités formelles que traduisent, outre une écriture de qualité dans toutes les contributions, des balisages utiles à la lecture : une conclusion synthétique à la fin de chaque chapitre, un *index nominum* et un tableau de repères chronologiques d'une grande clarté.

Il n'y a aucun doute que cet ouvrage deviendra rapidement un outil de référence pour tous les chercheurs, tous les enseignants ou tous les décideurs qui voudraient, au lieu des évidences partagées, s'informer avec précision sur les ressorts des réformes des contenus d'enseignement.

Bertrand Daunay
Université de Lille, Théodile-CIREL

PASQUALI Paul. *Passer les frontières sociales. Comment les « filières d'élite » entrouvrent leurs portes.* Paris : Fayard, 2014, 459 p.

Paul Pasquali opère dans son ouvrage une ethnographie de la mobilité sociale en train de se faire, à partir d'une étude de cas du franchissement des frontières sociales : l'expérience vécue du déplacement social par les bénéficiaires des politiques d'« ouverture sociale » des « filières d'élite » de l'enseignement supérieur. Plus précisément, son enquête se fonde sur une classe préparatoire expérimentale créée en 2002 dans un grand lycée de l'une des principales villes de province, réservée à des bacheliers issus de lycées situés en zone d'éducation prioritaire (ZEP), afin de les préparer pendant un an aux concours de plusieurs Instituts d'études politiques (IEP) et d'une École supérieure de commerce (ESC). L'intérêt majeur de l'ouvrage réside dans la démarche ethnographique de son auteur, qui a réalisé une enquête de longue durée en effectuant régulièrement pendant cinq ans des entretiens avec une partie de ces bacheliers, avant et après les concours, afin de donner à voir leurs itinéraires et de « restituer la part de fragilité et de réversibilité de ces ascensions en pointillés » (p. 15). En effet, Paul Pasquali insiste sur les tensions engendrées par les traversées de l'espace social, et sur les éventuels abandons et bifurcations opérés par des personnes en situation de mobilité sociale, qui « passent et repassent en permanence les frontières sociales », et non pas une fois pour toutes (p. 13).

Dans un premier chapitre, l'auteur montre les processus à travers lesquels certains lycéens deviennent candidats à la classe préparatoire expérimentale et s'« élisent » en même temps qu'ils sont « élus ». L'analyse met en avant certaines de leurs propriétés objectives, notamment la transmission de petits héritages culturels, mais aussi un ensemble de situations et d'interactions décisives, comme les injonctions familiales à la réussite et les encouragements de la part d'enseignants ou d'anciens élèves de la classe préparatoire. Ces agents recruteurs de candidats, composant une « chaîne migratoire » (p. 70), sont qualifiés par l'auteur de « passeurs de frontières » (p. 66) faisant circuler un mandat d'ascension collectif d'année en année.

Le chapitre 2 opère une « ethnographie d'une entreprise d'acculturation » (p. 89) et étudie le curriculum de la classe préparatoire expérimentale. Il consiste en un « travail de mise en condition des élus » (p. 100), *via* l'acquisition de manières d'être et d'agir conformes aux normes de leur univers d'accueil, qui leur fait vite percevoir un sentiment d'indignité culturelle.

Cette entreprise, trop courte dans le temps, ne permet pas une conversion complète mais des brouillages et tiraillements, ce que l'auteur appelle un « tremblé des dispositions » (p. 131). Le chapitre 3 analyse ainsi les différentes réactions des élèves face à la perception d'une distance sociale avec les « autres » – les élèves des classes préparatoires « normales » du lycée –, dont ils sont séparés à la fois socialement et symboliquement. Face à cette expérience de la ségrégation et du mépris de classe, certains d'entre eux mettent en place des stratégies de constitution d'un entre-soi pour éviter les confrontations avec les « autres », de préservation d'un quant-à-soi pour éviter d'être stigmatisés et discrédités, et d'auto-dérision, analysées comme autant de pratiques de contre-acculturation et de défense contre une transformation trop rapide de leurs dispositions.

Les chapitres suivants examinent les trajectoires des étudiants au sortir de la classe préparatoire expérimentale : un tiers intègre une grande école, quand près de la moitié s'inscrit à l'université. Le chapitre 4 revient sur les expériences diverses vécues par les bénéficiaires de l'ouverture sociale qui découvrent « la fac », et notamment sur leurs ajustements parfois difficiles à ce nouvel univers, sur leurs rapports à l'avenir tâtonnants, et sur la réévaluation à la baisse de leurs aspirations initiales, qui conduit à accélérer leur reclassement par la recherche d'un emploi stable et, partant, à réduire l'amplitude de leur déplacement social. Le

chapitre suivant s'intéresse à ceux qui poursuivent dans l'enseignement supérieur professionnel long, à l'Institut universitaire professionnalisé (IUP) de la région, ce qui leur permet « d'éviter la fac » tout en étant gage d'une insertion professionnelle satisfaisante, bien qu'en deçà des aspirations initiales. L'auteur donne à voir les tensions auxquelles les étudiants sont en prise, entre une « quête du salut culturel » (l'apprentissage de savoirs) et une « quête du salut matériel » (l'affranchissement des limitations pesant sur leurs conditions d'existence) qui prend progressivement le pas (p. 245-246). Le chapitre 6 montre les malentendus générés par la situation d'entre-deux social que connaissent les « reçus » aux concours des grandes écoles, et leurs efforts pour inventer des arrangements entre leur sociabilité sur la scène scolaire et leur vie familiale et amicale, où les normes langagières, corporelles et culturelles ne sont pas les mêmes. Cette « ambivalence situationnelle » (p. 341) à laquelle conduit la confrontation à de multiples dilemmes (à la fois « rester soi-même » et « s'intégrer ») peut donner naissance à un « habitus clivé », soit un dédoublement ou une combinaison durable (mais problématique pour les intéressés) de manières d'être et de penser (p. 314). Enfin, le dernier chapitre analyse justement comment s'effectuent l'harmonisation et les « retours à l'équilibre », qui « sont le fruit de dynamiques socialisatrices à travers lesquelles leurs dispositions initiales se maintiennent, se transforment ou disparaissent » (p. 353).

Il faut saluer ici la démarche de Paul Pasquali, qui restitue finement les expériences vécues du déplacement social sur différentes scènes (familiale, résidentielle, conjugale, amicale), en analysant ce déplacement non seulement comme une immigration sociale, mais encore comme une émigration, avec ce que cela induit comme tensions et comme possibilités (ou non) d'allers-retours entre les frontières sociales (p. 377). C'est là la principale originalité de cet ouvrage dans la littérature désormais abondante sur l'« ouverture sociale » des grandes écoles, dont on pourra néanmoins regretter que l'auteur ne tienne pas suffisamment compte dans ses développements, ne serait-ce que pour en discuter les apports et les spécificités par rapport à son terrain d'enquête. En effet, ici, les enquêtés semblent appartenir à des milieux plus défavorisés que dans d'autres dispositifs de « démocratisation » : parmi les enquêtés, deux tiers sont enfants d'ouvriers, d'employés ou de chômeurs longue durée. D'ailleurs, le tiers restant étant composé d'individus d'origine

moyenne ou supérieure, on peut se demander dans quelle mesure l'auteur peut les qualifier de « migrants de classe ». On regrettera ici que la description et l'analyse des propriétés sociales objectives de ces bénéficiaires des politiques d'« ouverture sociale » soient trop rapides et ne permettent pas de bien mesurer l'ampleur du déplacement social et de la migration de classe qu'ils subissent (inégalement). Si l'auteur donne à lire de nombreux récits de vie qui font la richesse de l'ouvrage, la variété des usages de ces dispositifs qui ressortent des entretiens avec les enquêtés pose également la question de la généralisation possible des expériences de déplacement social. Surtout, le lecteur peut régulièrement être amené à s'interroger sur la spécificité de l'expérience vécue par les bénéficiaires des politiques d'« ouverture sociale », qui sont loin d'être les seuls à vivre de telles tensions et à se sentir « déplacés » en découvrant l'enseignement supérieur. Par ailleurs, si l'auteur, dans sa démarche ethnographique, précise régulièrement les conditions de l'enquête, et en particulier des entretiens répétés dans le temps, qui le conduisent par exemple à apporter ses conseils (de méthode, d'orientation, etc.) aux enquêtés (il se décrit lui-même à plusieurs reprises comme un « coach », par exemple p. 179), on aurait aimé le voir questionner davantage les éventuelles interférences de ses propres injonctions et encouragements dans les trajectoires de ses enquêtés. Enfin, on pourra probablement être déçu par le fait que seuls deux chapitres (6 et 7) traitent de la question de savoir « comment les "filières d'élite" entrouvrent leurs portes », et ce uniquement à travers le regard des bénéficiaires des politiques d'« ouverture sociale », et non de leurs promoteurs ou des « autres » étudiants des grandes écoles.

Nazli Nozarian

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP

REY Bernard. *La notion de compétence en éducation et formation. Enjeux et problèmes*. Bruxelles : De Boeck, coll. « Le point sur... Pédagogie », 2014, 112 p.

Cet ouvrage, dont la collection dans laquelle il est paru laisserait penser qu'il a une visée pédagogique, est en réalité un ouvrage théorique d'importance par les questions travaillées, qui touchent au fondement

même de la notion de compétence, dans ses enjeux sociaux, scolaires et professionnels. Pour autant, la limpidité de l'écriture et la précision de l'argumentation le rendent accessible y compris à des lecteurs peu informés.

Ce livre de Bernard Rey est original et précieux à plus d'un titre. On y trouvera dans un premier moment une contextualisation, dans une dimension sociale et politique, de l'origine des usages de cette notion, dans le champ professionnel comme dans celui, institutionnel, de son application au(x) système(s) éducatif(s), ce qui permet une présentation des débats qu'a engendrés son usage et les arguments des partisans et des opposants. L'auteur met ainsi en évidence, au-delà des divergences entre les tenants des savoirs et ceux des compétences, entre les tenants de la qualification professionnelle et ceux des compétences personnelles, d'une part, les liens étroits entre l'usage de cette notion de compétence et les modes de gouvernance des systèmes éducatifs et des situations professionnelles, et d'autre part, les liens tissés entre la conception du sujet (élève ou professionnel) et la conception de la compétence, entre la conception de la compétence et la conception des savoirs textualisés (les savoirs académiques, en particulier). Ces nouages, solidement argumentés, permettent à Bernard Rey de dépasser des débats qui ne posent pas les bonnes questions, par manque de théorisation de la notion de compétence. Enfin, comme un fil rouge, mais sans que cela soit explicite, on peut suivre dans l'ouvrage la préoccupation que l'introduction de la notion de compétence dans l'enseignement ne porte pas préjudice à certaines catégories d'élèves. Ainsi, sans que Bernard Rey prenne parti dans les débats ou soit prescriptif (il est clairement annoncé que tel n'est pas l'objectif de l'ouvrage), le cadrage argumentatif rigoureux contribue à mettre au jour les raisons des difficultés d'une mise en œuvre « efficace » au regard des apprentissages par tous, dans l'ordinaire des classes. Ces difficultés sont pour une grande part également celles qui sont à l'origine des débats contradictoires sous-tendus, pour les opposants, par la crainte d'une réduction des apprentissages à leur seule utilité, la crainte de la diminution des savoirs et donc de la formation des sujets.

Le premier temps de l'ouvrage, consacré à la façon dont la notion de compétence détermine actuellement la rédaction des référentiels, met au jour les conceptions sociales et politiques du sujet « compétent » : c'est d'abord un sujet qui « fait », ce qui rend justement difficile d'envisager la relation entre compétence et savoir.